



WAGNER & ASSOCIÉS AUDIT

Commissariat aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Association
ALSACE SERVICE

1 Place de la Gare

68000 COLMAR

www.wagnerassociés.fr

A l'assemblée générale de l'association ALSACE SERVICE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALSACE SERVICE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments significatif » des faits caractéristiques de l'annexe des comptes annuels concernant le risque d'implication d'Alsace Service dans un risque prud'homale dont l'exposition potentielle est d'un montant de 225 000€.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

En application de la loi, nous vous signalons que, ni le rapport financier du conseil d'administration ni le rapport moral du Président, n'expose les informations

- sur l'évolution prévisible de la situation de l'association et les perspectives d'avenir,
- sur les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport financier.



RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à COLMAR, le 9 mai 2025

WAGNER & ASSOCIES AUDIT
Aurélia SCHLEWER
Commissaire aux Comptes



BILAN

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	47 638	42 918	4 719	6 887
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acomp				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	56 198	42 490	13 707	13 791
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	22 815		22 815	22 815
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 313		8 313	7 971
ACTIF IMMOBILISE	134 963	85 409	49 554	51 464
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	559 388	615	558 774	574 525
Autres créances	22 668		22 668	24 226
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Autres comptes de trésorerie				
Disponibilités	843 716		843 716	758 217
Charges constatées d'avance	4 335		4 335	3 695
ACTIF CIRCULANT	1 430 107	615	1 429 493	1 360 664
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	1 565 070	86 023	1 479 047	1 412 127



Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 209	1 209
Ecarts de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	883 604	879 424
RESULTAT DE L'EXERCICE	15 707	4 180
Subventions d'investissement	1 656	1 980
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	902 176	886 793
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 496	103 677
Dettes fiscales et sociales	331 853	295 116
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 436	1 436
Autres dettes	122 086	125 105
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES	576 871	525 334
Ecarts de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	1 479 047	1 412 127



COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	1 907 195	100,00	1 900 632	99,76	6 564	0,35
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			4 500	0,24	-4 500	-100,00
Reprises et Transferts de charge	22 085	1,16	84		22 001	NS
Cotisations						
Autres produits	4 349	0,23	5 821	0,31	-1 472	-25,29
Produits d'exploitation	1 933 629	101,39	1 911 037	100,31	22 592	1,18
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	771 356	40,44	808 465	42,44	-37 109	-4,59
Impôts et taxes	13 442	0,70	15 127	0,79	-1 685	-11,14
Salaires et Traitements	785 180	41,17	758 401	39,81	26 779	3,53
Charges sociales	340 551	17,86	310 467	16,30	30 084	9,69
Amortissements et provisions	5 474	0,29	10 538	0,55	-5 064	-48,06
Autres charges	3 378	0,18	1		3 377	NS
Charges d'exploitation	1 919 381	100,64	1 902 999	99,89	16 382	0,86
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 248	0,75	8 038	0,42	6 210	77,27
Opérations faites en commun						
Produits financiers	3 748	0,20	3 563	0,19	185	5,18
Charges financières						
Résultat financier	3 748	0,20	3 563	0,19	185	5,18
RESULTAT COURANT	17 996	0,94	11 601	0,61	6 395	55,12
Produits exceptionnels	324	0,02	324	0,02		
Charges exceptionnelles			7 802	0,41	-7 802	-100,00
Résultat exceptionnel	324	0,02	-7 477	-0,39	7 802	-104,33
Impôts sur les bénéfices	2 613	0,14	-57		2 670	NS
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
EXCEDENT OU DEFICIT	15 707	0,82	4 180	0,22	11 526	275,72



ANNEXES

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ALSACE SERVICE - AS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 479 047 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 15 707 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet en France et dans tous les pays de mettre en oeuvre toutes activités se rapportant directement ou indirectement à toutes études, conseils, interventions, assistances et actions de formation auprès des entreprises adhérentes au MEDEF Alsace et à toute autre entreprise, établissement, société ou entité juridique.

A cette fin elle pourra réaliser les différentes prestations de service social, soutien psychologique, formation, telle que et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 15 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges à payer et produit à recevoir

Pour des raisons de simplification, l'ensemble des charges à payer, y compris les dettes fournisseurs, est enregistré hors taxes.

Il en est de même pour les produits non encore facturés.

Frais d'émission des emprunts

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Le conseil d'administration de l'association a décidé, au titre de l'exercice 2024, l'octroi d'une ristourne annuelle à ses adhérents. Cette ristourne s'applique sur les produits facturés au cours de l'exercice, relatif à l'ensemble des prestations (service social, soutien psychologique, audit et formation) hors remboursement de frais kilométriques. En seront exclus, les adhérents qui ont mis fin aux relations commerciales, les contrats terminés en cours d'année et les contrats de prestations uniques. Le montant de la ristourne s'élève à 101 608,81 euros hors taxes au titre de l'exercice et a fait l'objet d'une comptabilisation en compte 709600 « RRR sur prestations de services ». Le montant de la ristourne en 2023 était de 102 408,40 €.

Autres éléments significatifs

Il existe un risque pour l'association ALSACE SERVICE d'être impliquée dans un litige de nature prud'homale. À la date d'arrêté des comptes, le risque demeure incertain, tant sur le plan juridique que financier. Une estimation du risque a été réalisée, évaluant l'exposition potentielle à un montant de l'ordre de 225 000 €. Toutefois, en l'absence de certitude suffisante quant à l'issue du litige et au montant précis de la charge éventuelle, les conditions prévues pour la comptabilisation d'une provision ne sont pas réunies à ce stade. En conséquence, aucune provision n'a été constatée dans les comptes de l'exercice 2024.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	47 638			47 638
Immobilisations incorporelles	47 638			47 638
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 373			5 373
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	60 997	3 223	13 396	50 824
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	66 371	3 223	13 396	56 198
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	22 815			22 815
- Prêts et autres immobilisations financières	7 971	341		8 313
Immobilisations financières	30 786	341		31 128
ACTIF IMMOBILISE	144 794	3 564	13 396	134 963



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	40 751	2 168		42 918
Immobilisations incorporelles	40 751	2 168		42 918
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	783	480		1 263
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	51 797	8 327	5 500	41 227
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	52 580	8 806	5 500	42 490
ACTIF IMMOBILISE	93 331	10 974	5 500	85 409



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 594 704 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	8 313		8 313
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	559 388	559 388	
Autres	22 668	22 668	
Charges constatées d'avance	4 335	4 335	
Total	594 704	586 391	8 313
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Orga.sociaux - Pdt à recevoir	1 820
Produits à recevoir	526
Total	2 346



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 209				1 209
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	879 424	4 180			883 604
Excédent ou déficit de l'exercice	4 180	-4 180	15 707		15 707
Situation nette	884 813		15 707		900 520
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 980			324	1 656
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	886 793		15 707	324	902 176

Des subventions d'investissement ont été octroyées suite à l'acquisition de biens mobiliers de :

- CARSAT pour 400€ en 2017 qui fait l'objet d'un étalement sur une durée de 10 ans
- CARSAT pour 800€ en 2018 qui fait l'objet d'un étalement sur une durée de 10 ans
- AGEFIPH pour 2040,74€ en 2021 qui fait l'objet d'un étalement sur une durée de 10 ans

Soit une imputation sur le résultat pour 324,07 € au 31/12/2024.



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 576 871 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 496	121 496		
Dettes fiscales et sociales	331 853	331 853		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 436	1 436		
Autres dettes (**)	122 086	122 086		
Produits constatés d'avance				
Total	576 871	576 871		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers groupe et associés				



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourniss.-Eau, energie	44
Fourniss.-Petit matériel	30
Fourniss.-Location mobilière	870
Fourniss.-Entret.mat.bureau	9
Fourniss.-Entretien divers	101
Fourniss.-Assurances	1 623
Fourniss.-Personnel prêté	31 453
Fourniss.-Honoraires	11 492
Fourniss.-Intervenant extérieur	69 226
Fourniss.-Voyages et depl.	6 447
Fourniss.-Téléphone	181
Fourniss.-Divers	19
Personnel - Primes à payer	43 404
Provision pour congés payés	67 647
Charges sociales sur primes	18 398
Ch.sociales congés payés	27 201
Autres charges à payer	499
CET CAP	563
RRR à accorder et avoirs à établir	121 931
Charges à payer	41
Total	401 179

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avan	4 335		
Total	4 335		



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Cotisations exonérées	2 240
Prestation service social	1 349 010
Prestation service psychologique	531 520
Prestation formation	41 624
Prestation audit	23 568
Prestation médiation	1 690
Prestation coaching	3 062
Prestation action de sensibilisation	6 040
Refacturation frais déplacement	50 051
RRR sur prestations de service	-101 609
TOTAL	1 907 195

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 4 100 Euro
Honoraire des autres services : 0 Euro

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Subventions d'investissement virées au résultat		324
TOTAL		324



Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 25 %	
Taux Réduit - 15 %	18 620
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	180
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	
Autres imputations	



Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 52 983 Euro

Cet engagement est couvert par un contrat retraite souscrit en 2012 à hauteur de 31 993 €.

Le montant net engagé est donc de 20 990 €.